

Unité départementale de la Vendée  
Cité TRAVOT - 10 Rue du 93E Régiment d'Infanterie  
85000 La Roche sur Yon

La Roche sur Yon, le 24 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **Ancienne décharge de Nesmy**

Mairie de Nesmy, Place de l'Église  
85310 Nesmy

Références : D 23.0092

Code AIOT : 0006306439

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 sur l'ancienne décharge de Nesmy implanté Le Grand Bois 85310 Nesmy. L'inspection a été annoncée le 31/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Depuis 2016, différentes études ont été menées par BURGEAP puis ANTEAGROUP concernant l'état des milieux en aval hydrogéologique de l'ancienne décharge du Grand Bois, située le long de la voie ferrée sur la commune de Nesmy (85) et à l'amont hydraulique du hameau de la Brétaudière.

Ces études ont conduit le préfet à imposer par arrêté préfectoral à la commune de Nesmy les conditions de la surveillance environnementale de la décharge. L'objectif de l'inspection est de contrôler le respect de l'arrêté du 12 janvier 2022 qui a modifié l'arrêté du 15 mars 2019 pour mettre à jour le plan de surveillance environnementale avec un suivi semestriel des gaz du sol et du réseau AEP notamment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ancienne décharge de Nesmy
- Le Grand Bois 85310 Nesmy
- Code AIOT : 0006306439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancienne décharge du Grand Bois à Nesmy, installation classée autorisée en 1973 et exploitée par Pierre FROGER, a accueilli pendant une trentaine d'années des déchets artisanaux et industriels (notamment des huiles), ainsi que des déchets ménagers communaux. La décharge a été fermée en 2000, et la commune a décidé de racheter les parcelles concernées en 2002.

La commune est en charge du suivi environnemental du site imposé par l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance environnementale du site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance environnementale : eaux souterraines	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance environnementale - gaz du sol	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.2	/	Sans objet
3	Surveillance environnementale - reseau AEP	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.3	/	Sans objet

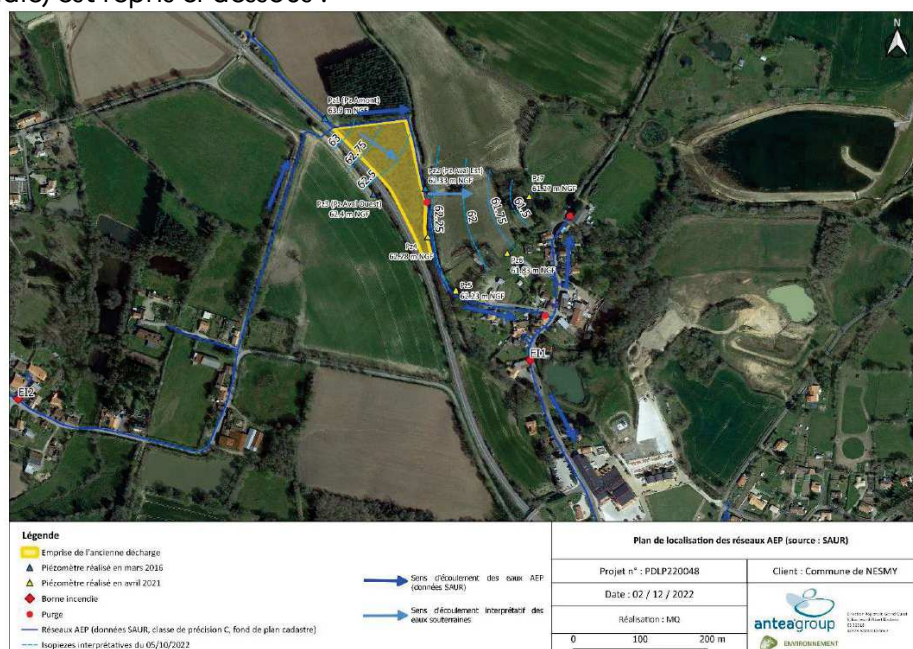
Dans le cadre de ce contrôle, la commune de Nesmy a transmis à l'UD DREAL le rapport n°A 112067/version A- 20 août 2021 contenant l'évaluation Quantitative des Risques Sanitaires relative au secteur du hameau de la Brétaudière. Cette étude indique en conclusion que les niveaux de risque sont inférieurs aux seuils de risque recommandés dans la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (Ministère chargé de l'Environnement, avril 2017) pour les 2 scénarios d'exposition retenus :

- Scénario 1 : Exposition des habitants du hameau (adultes et enfants) par inhalation de substances volatiles provenant des sols et/ou des eaux souterraines, en air intérieur dans les habitations (scénario 1.1) ; et en air extérieur dans les jardins (scénario 1.2).
- Scénario 2 : Exposition des habitants du hameau (adultes et enfants) par ingestion de végétaux autoproduits arrosés avec l'eau de la nappe.

Selon l'étude, l'état de la nappe et de l'air du sol au droit du hameau de la Bretaudière est donc compatible avec l'usage résidentiel constaté. L'étude recommande aussi :

- de vérifier si les puits présents au niveau du hameau sont réellement utilisés pour l'arrosage de potagers, et le cas échéant d'analyser directement les végétaux produits afin de s'assurer de l'absence d'impact de l'eau de la nappe sur leur qualité.
- de poursuivre le suivi de la qualité de l'eau souterraine et des gaz du sol afin surveiller les éventuels transferts de polluants depuis l'ancienne décharge vers le hameau de la Brétaudière.

Le plan de situation (décharge en jaune, sens découlement de la nappe, piézomètres, piézairs et bouche incendie) est repris ci-dessous :



Fin 2022, les derniers résultats de mesures mettent en évidence :

- sur les eaux souterraines, pour les piézomètres « sentinelles » en amont immédiat du hameau (Pz5, Pz6 et Pz7), des concentrations en naphthalène au droit de Pz6 et en manganèse au droit de Pz5 supérieures aux concentrations maximales retenues dans les eaux souterraines dans l'EQRS d'août 2021.

- sur les gaz du sol, la détection de HAP non retenus dans l'EQRS d'août 2021, au regard de leur non détection en juin 2021 : acénaphthylène, acénaphtène, fluorène et phénanthrène.

Sur les prochaines campagnes il conviendra donc de porter une vigilance particulière sur l'évolution des concentrations de ces composés dans les eaux souterraines et les gaz du sol, afin d'évaluer la nécessité de mettre à jour l'EQRS d'août 2021. **Ce point devra être discuté à chaque remise de résultat de campagne.**

L'inspection note que les riverains du hameau ont été informés le 3 juin 2022 par la commune des investigations menées. Une communication annuelle de ces résultats est également transmise aux élus. **Il convient de maintenir ces communications.**

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance environnementale réalisée autour de l'ancienne décharge de Nesmy répond aux dispositions fixées par l'arrêté préfectoral.

L'inspection de l'environnement demande néanmoins dans les meilleurs délais de réparer le piézomètre 2, et d'informer l'ARS et le gestionnaire de l'eau des valeurs relevées dans l'eau potable.

A l'avenir les résultats doivent être régulièrement transmis à l'UD DREAL et à cette occasion, il conviendra d'indiquer les actions menées en réponse aux résultats de mesure, par exemple mise à jour de l'EQRS ou prise de mesures de gestion si elles s'avèrent nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance environnementale : eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance semestrielle des eaux souterraines à proximité de la décharge de Grand Bois et du hameau de la Bretauidière de façon à surveiller les éventuels transferts de polluants entre l'ancienne décharge et le hameau de la Brétauidière.  Les paramètres analysés sur les eaux souterraines au niveau des piézomètres pz2, pz4, pz5, pz6 et pz7, sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• CAV BETX</li><li>• HAP dont : Naphtalène, Acénaphtène, Acénaphthylène, Fluorène, Phénanthrène, Anthracène, Fluoranthène, Pyrène, Benzo[a]anthracène, Chrysène, Benzo[b]fluoranthène, Benzo[k]fluoranthène, Benzo[a]pyrène, Indéno[1,2,3-cd]pyrène, Benzo[ghi]pérylène, Dibenzo[a,h]anthracène</li><li>• COHV dont : chlorure de vinyle, cisDCE, transDCE, TCE, PCE, 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, 1,1-dichloroéthylène, 1,1,1-trichloroethane, chloroforme, dichlorométhane</li><li>• AOX</li><li>• Métaux dont : Al, As, Cd, Cr, Cr VI, Cu, Mn, Fe, Hg, Ni, Pb, Sn, Zn</li><li>• DCO, MES, COT, Azote, nitrates, chlorures, phosphore, phosphates, sulfates</li></ul>
<b>Constats :</b> Les investigations menées par ANTEAGROUP ont consisté en la réalisation de prélèvements et analyses sur les eaux souterraines au droit de 7 piézomètres (Pz1 à Pz7).  Les résultats des mesures figurent dans les rapports transmis par l'exploitant dans le cadre de cette inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- ANTEA A111602B du 20 août 2021 (campagne de juin 2021)</li><li>- ANTEA A114395A du 17 décembre 2021 (campagne de novembre 2021)</li></ul>

- ANTEA A118434A du 15 février 2023 (campagne juin 2022)
- ANTEA A121950A du 17 février 2023 (campagne octobre 2022)

Les rapports examinés par sondage respectent les attendus fixés par la prescription.

Lors de la visite terrain, tous les piézomètres ont été observés à l'exception du pz3 non accessible lors de la visite. Il a été constaté que le pz2 était détérioré (photo ci-dessous) et devait être rapidement réparé afin d'éviter une pollution de la nappe via le puits.



#### Observations :

Les résultats des investigations sur les eaux souterraines mettent en évidence les éléments suivants :

*« Un impact en COHV (en particulier en 1,1-dichloroéthane, 1,1-dichloroéthylène, cis-1,2-dichloroéthylène, 1,1,1-trichloroéthane, chlorure de vinyle et 1,2-dichloroéthane) est détecté dans les eaux souterraines au droit de Pz2, en bordure est de l'ancienne décharge, très certainement en lien avec l'activité de cette ancienne décharge. A ce stade, au regard des données disponibles, aucune tendance évolutive (hausse, baisse, stabilité des concentrations) n'est identifiée au droit de ce piézomètre. Cet impact n'est pas retrouvé au droit des piézomètres positionnés en aval hydrogéologique de l'ancienne décharge, en « sentinelle » entre l'ancienne décharge et le hameau de la Bretauidière.*

*Concernant les concentrations notables relevées en métaux (aluminium, fer, nickel, plomb, manganèse) ou pour d'autres paramètres inorganiques (phosphore, sulfates), leur répartition indique une contribution de l'ancienne décharge (concentrations les plus élevées mesurées au droit de Pz2 ou Pz4). Pour ces composés, il est à noter une nette atténuation des concentrations en aval hydrogéologique de la décharge (de Pz5 à Pz7). L'anomalie diffuse détectée en juin 2022 au droit de l'ensemble des piézomètres du site pour l'aluminium n'est pas retrouvée en octobre 2022. »*

Il convient de poursuivre la surveillance.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Surveillance environnementale - gaz du sol

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gaz du sol

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance semestrielle des gaz du sol à proximité de la décharge de Grand Bois et du hameau de la Bretauidière de façon à surveiller les éventuels transferts de polluants entre l'ancienne décharge et le hameau de la Brétauidière.

Les paramètres analysés sur les gaz du sol, au niveau des piézaires pa1, pa2 et pa3, sont les suivantes :

- HAV dont : benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes, MTBE et naphtalène
- HAP dont : acénaphthylène, anthracène,
- COVH dont : chlorure de vinyle, cisDCE, transDCE, TCE, PCE, 1,1-dichloroéthane, 1,2-



dichloroéthane, 1,1-dichloroéthylène, 1,1,1-trichloroéthane, chloroforme, dichlorométhane • TPH aliphatiques et aromatiques
<p><b>Constats :</b> Les investigations menées par ANTEAGROUP ont consisté en la réalisation de prélèvements et analyses sur les gaz du sol au droit de 3 piézairs (Pa1 à Pa3).</p> <p>Les résultats des investigations sur les gaz du sol figurent dans les rapports transmis par l'exploitant dans le cadre de cette inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ANTEA A111602B du 20 août 2021 (campagne de juin 2021)</li> <li>- ANTEA A114395A du 17 décembre 2021 (campagne de novembre 2021)</li> <li>- ANTEA A118434A du 15 février 2023 (campagne juin 2022)</li> <li>- ANTEA A121950A du 17 février 2023 (campagne octobre 2022)</li> </ul> <p>Les rapports examinés par sondage respectent les attendus fixés par la prescription.</p> <p>Lors de l'inspection du terrain, les 3 piézairs ont été observés.</p> <p><b>Observations :</b> Les résultats de mesure des gaz du sol mettent en évidence les éléments suivants :</p> <p><i>«Les COHV identifiés dans la nappe au droit de Pz2 en bordure de l'ancienne décharge ne sont pas détectés dans l'air du sol au droit des trois piézairs positionnés à proximité du hameau de la Bretauidière (en cohérence avec l'absence d'impact en COHV dans les eaux souterraines en aval hydrogéologique éloigné de l'ancienne décharge). Il est toutefois détecté du chloroforme à l'état de traces dans l'air du sol au droit de Pa1, lors des campagnes de juin 2021 et juin et octobre 2022.</i></p> <p><i>D'autres composés non identifiés dans la nappe en aval hydrogéologique de l'ancienne décharge (hors Pz2) sont détectés dans l'air du sol :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des BTEX au droit de Pa2 (toluène et xylènes) et Pa3 (xylène) en octobre 2022.</li> <li>• des hydrocarbures aromatiques polycycliques (acénaphthylène, acénaphthène, fluorène et phénanthrène) au droit des 3 piézairs lors de la campagne d'octobre 2022, dans des gammes de concentrations relativement proches ;</li> <li>• des hydrocarbures aliphatiques, détectés au droit des 3 piézairs uniquement lors de la campagne de juin 2021.</li> </ul> <p><i>L'origine de la présence de ces composés dans l'air du sol n'est à ce stade pas identifiée. »</i></p> <p>Il convient de poursuivre la surveillance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Surveillance environnementale - reseau AEP

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau AEP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance semestrielle de l'eau du réseau AEP en aval de l'ancienne décharge de façon à surveiller les éventuels transferts de polluants entre l'ancienne décharge et la canalisation d'eau potable.</p> <p>Les paramètres analysés sur le réseau AEP, au niveau des bornes incendie existantes, en amont au lieu-dit La Vergne, et en aval au lieu-dit de la Brétauidière sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• HCT C5-C40, BTEX, HAP, PCB, COHV, AOX,</li> <li>• Métaux et métalloïdes (Al, As, Cd, Cr total, Cr VI, Cu, Mn, Hg, Ni, Pb, Sn, Zn),</li> <li>• CN- libres, indice phénol.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les investigations ont consisté en la réalisation de prélèvements et analyses sur les eaux du réseau AEP au droit de 2 bornes incendies (EI1 et EI2).

Les résultats de mesure figurent dans les rapports transmis par l'exploitant dans le cadre de cette inspection :

- ANTEA A111602B du 20 août 2021 (campagne de juin 2021)
- ANTEA A114395A du 17 décembre 2021 (campagne de novembre 2021)
- ANTEA A118434A du 15 février 2023 (campagne juin 2022)
- ANTEA A121950A du 17 février 2023 (campagne octobre 2022)

Les rapports examinés par sondage respectent les attendus fixés par la prescription.

Lors de l'inspection du terrain, les deux poteaux incendie ont été observés. L'exploitant a indiqué que le réseau pouvait être alimenté dans les deux sens, et qu'il est nécessaire avant le prélèvement de s'assurer auprès de la SAUR du sens d'écoulement de l'eau pour obtenir une mesure qui a du sens.

**Observations :**

Les résultats des investigations dans les eaux du réseau mettent en évidence les éléments suivants :

*« Les trihalométhanes sont présents dans les deux échantillons prélevés, en lien avec le traitement par chloration de l'eau potable, sans dépassement toutefois des valeurs de référence retenues.*

*Pour EI1, on note la présence de chlorure de vinyle en juin, août et octobre 2022 avec un dépassement de la valeur seuil de l'Annexe I « eau potable » de l'arrêté ministériel du 11/01/07. [E1 à 0,85, 0,78 et 0,6 pour une valeur seuil à 0,5 µg/l]*

*Les données de la SAUR concernant le réseau d'eau incendie indiquent que ce réseau circule à proximité directe de l'ancienne décharge et qu'il est relié au réseau d'eau potable.*

*Au regard de la position de EI1 par rapport à l'ancienne décharge, cet impact pourrait être en lien avec les activités de l'ancienne décharge par perméation des composés volatils au travers des canalisations. Le chlorure de vinyle pourrait aussi provenir de la dégradation du réseau d'eau, qui est en PVC (PolyChlorure de Vinyle) et donc susceptible de relarguer du chlorure de vinyle et cas d'état dégradé.*

*Des traces de PCB ont été détectées au niveau de EI2 en octobre 2022, à des concentrations égales au seuil de quantification du laboratoire (0,01 µg/l) pour 2 congénères : PCB 28 et PCB 52. Ces PCB n'avaient pas été quantifiés lors des précédentes campagnes. Il conviendra donc de surveiller l'évolution des concentrations en PCB lors des prochaines campagnes. »*

Il convient de poursuivre la surveillance. L'exploitant devra en outre transmettre ces résultats sans délai à l'ARS et au gestionnaire d'eau afin que l'origine de l'anomalie en chlorure de vinyle détectée dans l'eau du réseau AEP au niveau du point de prélèvement EI1 puisse être identifiée (dégradation de la canalisation en PVC, perméation depuis la zone impactée de la décharge) et son extension (anomalie localisée ou plus étendue).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet